

NOTE

Objet: **Note relative à la session plénière**
- 21-22 mars 2002, Bruxelles

Ouverture de la séance plénière

Le Président de la Convention, M. Valéry Giscard d'Estaing, ouvre la séance. Il est assisté des deux vice-présidents, M. Jean-Luc Dehaene et M. Giuliano Amato.

I Débat général ‘Qu’attendez-vous de l’Union européenne ?’

Introduction. Le Président Giscard d’Estaing a introduit le premier débat de substance de la Convention en soulignant l'ampleur de la tâche à accomplir. Il a rappelé que les citoyens européens avaient le sentiment de ne pas être entendus sur l’avenir de l’Europe et que la première phase de la Convention devait donc être une phase d’écoute.

Il a invité les Conventionnels à engager le débat. Ils parleront librement et à titre personnel en s’adressant en premier lieu aux autres Conventionnels. Le Président a souhaité que les Conventionnels définissent qu'elles devaient être selon eux les priorités pour l'Europe pour les 25 ou 50 ans à venir.

Plus de quatre vingt Conventionnels ont pris part au débat. Les interventions ont été de nature et de contenu très divers. Certaines se sont concentrées sur une ou deux priorités, voire sur une seule. D'autres ont embrassé l'ensemble de la matière européenne. De nombreuses interventions ont débuté par une analyse de la situation actuelle au sein de l'Union. Malgré la diversité et la richesse de ces interventions, il est possible de tracer quelques lignes générales :

Évaluation de la situation actuelle. De très nombreux Conventionnels ont salué le chemin parcouru depuis 50 ans, le jugeant considérable et dépassant toutes les prévisions les plus optimistes pouvant être faites au départ. Ces résultats étaient considérés comme assurés, notamment le plus important, celui de la paix en Europe.

Parmi les succès de la construction européenne ont été évoqués en particulier le marché unique, les quatre libertés (libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux), l'introduction de l'Euro pour 12 États membres, ainsi que la levée des contrôles aux frontières pour les personnes au sein de l'espace Schengen. Aujourd'hui si un ressortissant communautaire décidait de quitter un État membre pour s'installer et vivre dans un autre, il le faisait par choix et parce la possibilité lui en avait été offerte et non contraint par la peur ou la force.

Beaucoup de Conventionnels se sont réjouis du processus d'élargissement en cours. Lorsqu'il aura été conduit à son terme, la coupure de l'Europe en deux issue de la seconde guerre mondiale sera définitivement abolie.

Toutefois de nombreuses interventions ont également mis en évidence les faiblesses et défauts de l'Europe actuelle. L'Europe n'était pas suffisamment à l'écoute du citoyen. Les citoyens ont le sentiment de ne pas être en mesure de demander des comptes à ceux qui tiennent des positions de pouvoir et prennent des décisions au nom de l'Europe. Le fait que le Parlement européen soit élu au suffrage universel, que les ministres siégeant au Conseil représentent leur gouvernement et que les Commissaires européens soient nommés par les gouvernements des États membres et responsables devant le Parlement européen ne faisait pas disparaître l'appréciation selon laquelle l'Europe n'était pas suffisamment démocratique. Il fallait que les citoyens européens puissent choisir et renvoyer directement les responsables de l'action européenne.

Les mécanismes institutionnels de l'Union sont souvent jugés lourds, complexes et difficilement compréhensibles par l'opinion publique. Vu de l'intérieur, l'Europe est perçue comme abstraite et lointaine. De l'extérieur, elle est perçue comme pas assez efficace, par exemple en ne répondant pas d'une façon rapide et adéquate aux défis que posent la mondialisation et les développements transfrontaliers.

Un certain nombre d'intervenants ont estimé que l'Europe avait tendance à être trop présente aux dépens de l'autonomie et la liberté des États nations.

Les attentes vis à vis de l'Europe. De nombreux Conventionnels ont estimé que l'attente de leurs concitoyens portait sur plus d'Europe. Il fallait que celle-ci soit en mesure de répondre à leur attente. Une plus grande présence de l'Europe a notamment été évoquée dans les domaines suivants :

- un espace de sécurité et de justice afin notamment de lui permettre de répondre aux menaces du terrorisme ou à la pression migratoire s'exerçant sur ses frontières.;
- l'action de l'Union sur la scène internationale afin de lui permettre de prendre toutes ses responsabilités et d'y défendre ses valeurs.

D'autres ont souligné la nécessité de construire un pôle économique et social crédible et efficace et de renforcer la coordination des politiques fiscales et budgétaires, en particulier entre les 12 États partageant la même monnaie, l'Euro.

La politique de défense, la cohésion interne, la sécurité alimentaire, l'environnement, et la solidarité avec les pays en voie de développement ont également été évoqués parmi les domaines dans lesquels l'Europe doit se manifester davantage.

Un certain nombre de Conventionnels ont exprimé le souhait que l'Union respecte et protège les identités culturelles des États membres. Ils ont souhaité que l'Europe intervienne moins et qu'elle soit prête à revoir à la baisse son action dans certains domaines. La légitimité de l'Europe sortirait renforcée d'une réduction de ses compétences et d'une limitation de l'acquis communautaire aux domaines dans lesquels elle peut réellement apporter une valeur ajoutée.

Les principes auxquels doit répondre l'Europe. Tous les Conventionnels ont insisté sur la communauté de valeurs qui unit notre continent et cité parmi ceux-ci la démocratie, l'état de droit, la protection et la promotion des droits humains. Certains ont mentionné la Charte des droits fondamentaux et demandé à ce qu'elle fasse partie des traités. D'autres ont souhaité que l'Union adhère à la Convention européenne des droits de l'homme.

Le thème de l'égalité entre États au sein de l'Union est revenu à plusieurs reprises, notamment dans les interventions des Conventionnels originaires des pays candidats. Chaque État, quelle que soit sa population, devait se sentir à l'aise et considéré dans une Europe élargie. La solidarité entre États membres et les mécanismes qui la renforcent ont également été évoqués dans plusieurs interventions.

La majorité des Conventionnels a plaidé pour une répartition des pouvoirs ou des compétences plus simple où chacun saurait aisément ce qui relève de l'Union, ce qui relève du niveau national ou régional ou même local. La répartition des compétences devait être un des thèmes majeurs de la Convention. Les citoyens attendaient avant tout de la clarté en la matière.

Un très grand nombre de Conventionnels ont marqué leur attachement au principe de subsidiarité. Ils ont souhaité la mise en place de dispositifs efficaces permettant d'assurer son respect.

Une part significative des Conventionnels a abordé le thème de la légitimité démocratique en souhaitant que l'Union européenne tienne compte des attentes des citoyens et que les citoyens puissent mieux influencer et contrôler les décisions européennes. La transparence et l'obligation de rendre des comptes ("accountability") devraient améliorer l'efficacité du fonctionnement de l'Europe.

Les aspects institutionnels. Un certain nombre de Conventionnels ont demandé que l'Union se dote d'un traité à valeur constitutionnelle quelle que soit sa dénomination. Une hiérarchie des normes devait être instaurée. Plusieurs ont rappelé leur attachement à la méthode communautaire. D'autres ont insisté sur la méthode intergouvernementale. Elle avait fait ses preuves et démontré son efficacité. L'extension de la règle de la majorité qualifiée ainsi que celle de la procédure de codécision avec le Parlement européen a également été évoquée par certains. Plusieurs Conventionnels ont également abordé le rôle et le système de rotation de la Présidence.

Convention. Plusieurs intervenants ont abordé le travail de la Convention elle-même. La très grande majorité a insisté sur leur détermination à réussir dans la mission qui leur était confiée et attiré l'attention de leurs collègues sur les conséquences d'un échec de la Convention.

Certains ont appelé de leurs vœux qu'elle débouche sur un texte consensuel qui puisse garantir la réussite de la prochaine conférence intergouvernementale (CIG).

De nombreux Conventionnels ont souligné l'importance que revêtirait la consultation de la société civile et des jeunes en particulier. Il fallait entendre leurs propositions. Quelques Conventionnels ont souhaité que les Églises soient également entendues. Un Conventionnel a proposé qu'un questionnaire soit adressé à chaque citoyen sur le modèle de ce qui se pratiquait en Suisse pour les réformes constitutionnelles.

II Demandes des représentants des pays candidats

La Convention a débattu de la proposition présentée par le Praesidium en réponse aux demandes des pays candidates faites lors de la session inaugurale (doc. Conv. 10/2).

Quelques intervenants ont souhaité qu'elle soit modifiée afin de permettre à 2 représentants (et non 1 seul) originaires des pays candidats d'être invités comme observateur des travaux du praesidium. Certains représentants des pays candidats ont également insisté pour pouvoir s'exprimer dans leur langue au cours des débats de la Convention.

Le Président et des membres du Praesidium ont fait valoir que tous les États membres n'étaient pas représentés au sein de Praesidium et qu'il n'était pas souhaitable que les États candidats le soient en tant que tels. La possibilité pour les Conventionnels originaires des pays candidats de s'exprimer, à leur demande, dans leur langue sera de nouveau examinée sur le plan technique en concertation avec le Parlement européen.

Le Président a constaté un accord général sur les propositions soumises à la Convention.

III Méthodes de travail

La Convention a eu un échange de vues sur la proposition du Praesidium concernant les méthodes de travail (doc. Conv. 9/02).

La majorité des intervenants a plaidé pour une approche flexible et pragmatique afin de permettre à la Convention de se concentrer rapidement sur la substance compte tenu du temps limité dont elle dispose. Certains ont souhaité que des amendements y soient apportés. D'autres ont exprimé leur accord tout en faisant part d'un certain nombre d'observations.

Le Président a répondu aux questions posées, justifié les modifications apportées au texte initial et assuré qu'il serait fait une application flexible des méthodes de travail de façon pragmatique et dans un esprit d'ouverture. Il a également souligné qu'une procédure de révision (article 16) avait été introduite afin d'adapter, si nécessaire, à l'avenir les méthodes de travail.

A l'issue de ce débat, le Président a constaté un consensus au sein de la Convention pour l'adoption des méthodes de travail en l'état.

IV Forum

Suite à la note concernant le Forum (doc. Conv 8/02), dont les recommandations ont fait l'objet d'un accord, le vice Président Dehaene a évoqué les points suivants :

- l'organisation d'un échange de vues en directe avec la société civile par Internet sera examinée ;
- la lettre ouverte concernant la Convention et le Forum sera envoyée aux rédactions des grands journaux européens dans les jours suivants ;
- l'importance d'organiser des Forums avec la société civile dans les États représentés à la Convention ;
- le Comité économique et social tiendra des réunions régulières avec les représentants de la société civile après les sessions de la Convention. Le vice-président Dehaene propose qu'un membre du Praesidium et du Secrétariat soient présents lors de ces réunions ;
- la suggestion d'un Conventionnel de prévoir un "Euro-baromètre" de l'opinion publique concernant les question évoquées dans la Déclaration de Laeken mérite être mise en œuvre.

Le représentant du Comité des régions a fourni des informations sur le dialogue engagé avec les régions sur les questions débattues au sein de la Convention.

V Convention jeunesse

Le Président a rappelé la proposition de tenir une ‘Convention jeunesse’ sur le modèle de la Convention elle-même. Il a apporté des précisions sur ces modalités d'organisation. La Convention des jeunes se tiendra au mois de juillet à Bruxelles, soit juste avant, soit juste après la session de la convention, fixée aux 11 et 12. La convention des jeunes sera organisée selon le même modèle que la Convention. Les jeunes devraient pouvoir prendre connaissance des travaux entamés par les adultes. Le choix des jeunes relèvera de la responsabilité des membres de la Convention. 168 seront désignés par les Conventionnels originaires des États membres et pays candidats, 32 par le Parlement européen et 10 par la Commission. Ils auront entre 18 et 25 ans.

Le Président a souligné l'importance d'une représentation équilibrée entre âge, niveau d'études, sexe etc. Le financement sera assuré en grande partie par la Commission avec le soutien du Secrétariat et du Parlement européen.

Une note relative à l'organisation de la ‘Convention jeunesse’ sera prochainement adressée aux Conventionnels.

VI. Les prochaines sessions

Le Président a indiqué qu'après cette session consacrée à un débat général, la Convention devrait passer à des questions plus précises. Le Praesidium propose que les deux prochaines sessions se concentrent sur :

- les missions de l'Europe (quelles sont les compétences qui relèvent du niveau européen ?) ;
- l'exercice de ces missions (tant sous l'angle de la légitimité démocratique que sous celui de l'efficacité).

Afin de mieux préparer le premier débat, les membres de la Convention recevront un document descriptif de la répartition actuelle des compétences au sein de l'Union.

La session de l'écoute de la société civile aura lieu après les sessions d'avril et de mai pour donner à ses représentants la possibilité de s'exprimer sur ces deux grands thèmes en ayant eu connaissance des premiers débats à la Convention.

Liste de orateurs selon l'ordre des interventions
Session plénière 21-22 mars 2002

Débat général "Qu'attendez-vous de l'Union européenne?"

1. Mrs Sylvia-Yvonne KAUFMANN
2. M. Alojz PETERLE
3. M. Alain BARRAU
4. Mrs Cristiana MUSCARDINI
5. M. Jürgen MEYER
6. M. Josep BORRELL FONTELLES
7. M. Andrew DUFF
8. M. Pierre CHEVALIER * Suppléant M. Louis MICHEL
9. M. Erwin TEUFEL
10. M. Paraskevas AVGERINOS
11. M. Proinsias DE ROSSA
12. M. Jens-Peter BONDE
13. Mr Michael ATTALIDES
14. M. Josef ZIELENIEC
15. Antonio VITORINO
16. M. Ray McSHARRY
17. Gianfranco FINI
18. M. Mesut YILMAZ
19. M. Elio DI RUPO
20. M. Alain LAMASSOURE
21. M. Peter HAIN
22. M. Jozef OLEKSY
23. M. Slavko GABER
24. M. Hans van MIERLO
25. Eduardo ZAPLANA
26. M. Pavol HAMZIK
27. Mme. Ana PALACIO
28. M. Sören LEKBERG
29. M. Matjaz NAHTIGAL
30. M. Peter GLOTZ
31. M. Klaus HÄNSCH
32. M. Michael FRENDÓ
33. M. Iñigo MENDEZ DE VIGO
34. Ms. Lena HJELM-WALLEN
35. M. Georges KATIFORIS
36. M. Reinhard Eugen BÖSCH
37. M. Lamberto DINI
38. M. Edvins INKENS
39. M. Antonio TAJANI

40. Ms. Meglena KUNEVA
41. M. David HEATHCOAT-AMORY
42. Mme. Maria Eduarda AZEVEDO
43. M. Marco FOLLINI
44. M. Rihards PIKS
45. M. Hubert HAENEL
46. M. Goran LENNMARKER
47. Mme. Danuta HUBNER
48. M. Jozsef SZÁJER
49. M. Matti VANHANEN
50. M. João de VALLERA
51. M. Timothy KIRKHOPE
52. M. Rolandas PAVILIONIS *Suppléant M. Vytenis Andriukaitis.
53. Mme. Linda Mc AVAN
54. M. Pál VASTAGH
55. M. Hannes FARNLEITNER
56. M. Peter SERRACINO-INGLOTT
57. M. Alberto COSTA
58. M. Ben FAYOT
59. Mme. Ritta KORHONEN * Suppléant M. Kimmo Kiljunen
60. M. Jan FIGEL
61. M. Carlos CARNERO GONZALEZ * Suppléant Mme Anne Van Lancker
62. Mme. Ayfer YILMAZ
63. M. Jacques SANTER
64. Mme. Teija TIILIKAINEN
65. M. Johannes VOGGENHUBER
66. M. René van der LINDEN
67. Mme. Marietta YANNAKOU-KOUTSIKOU
68. M. Henning CHRISTOPHERSEN
69. M. Peter KREITZBERG
70. M. Michel BARNIER
71. M. Ali TEKIN
72. M. Alvydas MEDALINSKAS
73. M. John BRUTON
74. Mme. Gisela STUART
75. M. Karel DE GUCHT
76. Piia-Noora KAUPPI *Suppléant Mme. Hanja Maij-Weggen
77. Mme. Pervenche BERÈS * Suppléant M. Olivier Duhamel
78. M. Henrik DAM KRISTENSEN
79. Mme. Evelin LICHTENBERGER * Suppléant M. Caspar Einem
80. M. Nickolay MLADENOV
81. M. Paul HELMINGER
82. M. Gabriel CISNEROS
83. M. Livin MAIOR

Demandes des représentants des pays candidats

- 84. M. Aloiz PETERLE
- 85. M. Matjaz NAHTIGAL
- 86. M. Gundars KRATS * Suppléant M. Roberts Zile
- 87. M. Janos MARTONYI
- 88. M. Jens-Peter BONDE
- 89. Mme. Ana PALACIO

Méthodes de travail

- 90. M. Elmar BROK
- 91. M. Ben FAYOT
- 92. M. Alvydas MEDALINSKAS
- 93. M. Hannes FARNLEITNER
- 94. M. Peter ALTMAIER * Suppléant M. Erwin Teufel
- 95. M. Andrew DUFF
- 96. M. Panayiotis DEMETRIOU
- 97. M. Jens-Peter BONDE
- 98. The Earl of STOCKTON * Suppléant M. Timothy Kirkhope
- 99. Mme. Ana PALACIO
- 100. M. Klaus HÄNSCH

Forum

- 101. M. Eduardo ZAPLANA
-